



Déclaration liminaire au CSAL **du 06/10/2025**

Le 26 septembre dernier, la CGT et l'intersyndicale ont quitté cette instance.

Nous avons refusé de servir de figurants dans un simulacre de dialogue social : deux projets de fusion majeurs – Juvisy et Massy – étaient inscrits sans dossier complet, sans vision RH, sans analyse d'impact sur les agents.

Ce jour-là, le Président s'est engagé à fournir un véritable dossier d'étude avant toute reprise des débats.

Ce qui nous est parvenu depuis n'est qu'un bricolage incomplet : quelques plans, des comptes rendus internes, aucune vue d'ensemble, aucune anticipation des conséquences.

Et pendant qu'on prétend « consulter », les réorganisations avancent déjà sur le terrain.

À Massy, l'expérimentation a été lancée dès le 1er août pour être effective au 1er septembre, sans qu'aucune instance n'ait pu travailler loyalement sur le sujet.

C'est un déni pur et simple du dialogue social.

On nous sert encore le même refrain : il faudrait se réorganiser à cause de la dette publique, réduire la dépense, faire des efforts.

Mais cette dette, nous le répétons, n'est pas une fatalité : elle a été nourrie par des décennies de cadeaux fiscaux aux plus grandes entreprises, d'exonérations massives et de privatisations qui vident les caisses publiques.

Pendant que l'argent public file vers les plus puissants, on saigne les services publics, on presse les agents, on dégrade l'accueil des usagers.

Assez d'hypocrisie !

Les agents des finances publiques ne paieront pas la facture des choix politiques qui détruisent le service public.

Nous refusons d'être transformés en variables d'ajustement, déplacés au gré d'expériences improvisées, soumis à des fusions menées en catimini pour faire des économies sur le dos des personnels et des citoyens.

La CGT rappelle que tout projet impactant l'emploi, l'organisation et les conditions de travail doit être présenté avec un dossier complet, un calendrier clair, un passage devant la FS-CSAL et une véritable consultation loyale.

Tant que ce cadre n'est pas respecté, nous ne validerons aucune pseudo-concertation. Nous prendrons toutes nos responsabilités pour défendre les agents, leurs conditions de travail et un service public digne de ce nom.

Nous ne serons pas complices de réorganisations imposées et socialement destructrices.